



Déclaration liminaire CCFP du 2 février

Monsieur le ministre,

En ce premier Conseil Commun de la Fonction Publique, il semble indispensable pour Solidaires d'évoquer quelques sujets de préoccupations qui traversent l'ensemble des trois versants de la Fonction Publique.

Solidaires s'inscrit pleinement dans la lutte contre la réforme des retraites en cours dans notre pays. La déclaration liminaire intersyndicale montre bien l'unité autour de ce sujet et la détermination collective à obtenir le retrait, Solidaires tient à rappeler que le projet présenté est un projet injuste qui va à l'encontre de l'ensemble des principes de solidarité que nous défendons.

Reculer l'âge de départ en retraite revient à pénaliser particulièrement celles et ceux dont les carrières ont été discontinuées sans que ce soit leur choix. Ce sont donc majoritairement les femmes et les agent-es aux carrières heurtées dont les contractuel-les de droit public qui en subiront le plus durement les effets. Nous pensons en particulier à nos collègues qui se voient imposer des temps incomplets.

Pour Solidaires, ce ne sont pas les quelques mesures d'affichage type maintien de la catégorie active (nous revendiquons à ce sujet son élargissement aux infirmières notamment), ou esquisse de retraite progressive sur laquelle nous ne nous prononcerons qu'une fois que nous en aurons les véritables éléments, qui compensent le fait que les lignes rouges sont franchies. Pas de report de l'âge de la retraite.

Ni un jour de plus ni un euro de moins. Solidaires, exige le retrait de la réforme !

Solidaires dénonce une nouvelle fois ici l'utilisation des messageries personnelles notamment d'agent-es publics pour assurer la communication du gouvernement, bien fébrile face à une opinion publique toujours plus hostile.

C'est cette opposition qui a conduit plus de deux millions et demi de personnes à se rassembler partout en France mardi et à manifester. Parmi elles et eux de nombreux-ses agent-es publics. Parmi elles et eux, notamment des soignant-es, des personnels de l'Education...

Souvent remercié-es, les agent-es publics tout comme le reste de la population ne récoltent désormais que du "travailler plus longtemps"... en dépit de la fatigue des corps et des esprits. Les agents et agents publics ont été clairs dans leur soutien à cette revendication de retrait du projet de réforme. Elles et ils le prouveront de nouveau lors des journées des 7 et 11 Février.

Les cortèges syndicaux qui ont manifesté contre la réforme hier étaient fournis et déterminés. Solidaires tient ici à dénoncer ce qu'a subi en fin de manifestation parisienne le cortège de l'Union syndicale Solidaires et spécifiquement le camion de notre fédération du Rail. Plusieurs charges policières violentes et injustifiables ont eu lieu sur nos camions, sur les manifestant-es ainsi que sur les militantes et militants en charge de la sécurisation de nos cortèges. De telles violences sont inadmissibles et portent atteinte au droit de manifester.

Pour Solidaires, les hypothèses de l'étude d'impact du gouvernement jointe au projet de loi sur la réforme posent doublement question :

Soit ces hypothèses valident un gel du nombre de fonctionnaires et une baisse réelle en valeur corrigée de l'inflation de la rémunération des agent-es publics.

Soit ces hypothèses sont fantaisistes et ne servent qu'à justifier une réforme injuste sur la base d'un déficit qui n'existe pas réellement.

Solidaires le redit. La situation des agent-es publics n'est plus tenable. Plus de 10 ans de gel du point d'indice avec les pertes énormes que cela a engendré pour chacune et chacun. Un dégel d'à peine 3,5% au mois de juillet alors que l'inflation est galopante et que l'on continue à nous annoncer une inflation à deux chiffres pour les prochains mois. Des factures d'énergie toujours plus élevées. À l'instar de vos prédécesseurs, vous poursuivez la même logique austéritaire en ce qui concerne la rémunération des agent-es publics.

Tout cela n'est plus tenable pour les agent-es publics. Votre politique salariale paupérise de plus en plus les personnels.

Solidaires demande l'organisation d'une négociation salariale de toute urgence avec de véritables mesures à la hauteur des enjeux.

Nous demandons que soit rapidement débloquer une enveloppe budgétaire pour permettre d'augmenter les salaires de 85 points maintenant et une indexation des traitements sur l'inflation ainsi que le dégel du point d'indice.

Ces négociations doivent être un préalable à toute l'ouverture du chantier que vous nommez "accès parcours rémunération".

Solidaires y portera des revendications claires notamment en matière d'égalité salariale, de revalorisations des carrières féminisées notamment.

Mais les lignes rouges sont aussi déjà affichées pour Solidaires. La rémunération au mérite, les "accélérateurs de carrière" comme vous l'indiquez vont à l'encontre de ce qui fait l'essence même des services publics et de la Fonction publique.

Pour Solidaires, ce ne sont pas le mérite ou la suppression des catégories A, B, C qui sont des solutions et qui permettront à la fonction publique de gagner en attractivité.

C'est bien une véritable politique salariale digne des enjeux et l'amélioration des conditions de travail loin des incantations qu'il faut.

Rémunération insuffisante, manque d'effectifs, injonctions contradictoires, flexibilité : les agent-es sont épuisé-es. Les conditions de travail des personnels sont en dégradation constante et ce dans l'ensemble de la Fonction Publique. Les agent-es publics pour beaucoup sont épuisé-es professionnellement, les risques organisationnels sont en hausse et de nombreuses situations sont préoccupantes pour la santé et la sécurité des personnels sur leur lieu de travail.

Au moment où vous installez les nouvelles instances de la Fonction Publique, rappelons que Solidaires Fonction Publique demande toujours l'abrogation de la loi de transformation, vous entendez ne réunir les Formations spécialisées qu'une fois par an au minimum contre trois fois pour feu les CHSCT.

Votre gouvernement joue les moins-disant social et la braderie des conditions de travail n'est pas acceptable. Vous vous enorgueillissez d'un premier plan santé au travail pour la Fonction Publique, mais en réalité, il est une coquille vide, sans aucune contrainte pour les employeurs publics, sans que les instances comme les CHSCT puissent jouer leur rôle de défenses des conditions de travail.

Vous entendez nous faire travailler plus longtemps dans des conditions de plus en plus dégradées, Solidaires Fonction Publique et ses syndicats, plus que jamais pensent que l'heure est à la mobilisation la plus large pour faire obstacle à vos projets. Le 7 février, nous serons massivement en grève et en manifestation, et qui sait en reconduction le lendemain pour obtenir le retrait de vos projets de réforme néfastes pour les droits des travailleurs et travailleuses.

Les chantiers à mener sont nombreux et nos propos ne sont pas exhaustifs. Solidaires sera exigeante sur le niveau du dialogue social et sur les réponses qui seront apportées aux agent-es.

On ne peut leur dire sans cesse merci sans enfin leur apporter des conditions de travail décentes et une rémunération à la hauteur. Il en va du respect qui est aux agent-es et à ce que le service public représente pour chacun-e.